



FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE  
SECTION DES VOSGES

**Déclaration FSU88 - CTSD du 25 janvier 2016**

Dans le 1er degré, 4311 postes supplémentaires sont créés : 4 sont attribués à la Lorraine et parmi ceux-ci 1 pour notre département !

Le Ministère affiche que ce sont d'abord des critères sociaux et les dispositifs liés à la politique d'éducation prioritaire qui ont présidé à cette répartition, ainsi que la ruralité et l'évolution démographique des territoires.

4311 créations de postes, c'est tant mieux pour les écoles qui vont en bénéficier mais tous les besoins ne seront pas couverts.

La FSU 88 demande que ces nouveaux moyens permettent de réduire la taille des classes. Nous avons, cette année, largement la possibilité de ne laisser aucune école à plus de 23 élèves, surtout dans les milieux très fortement touchés par la casse sociale ! Il en est de la qualité de travail des enseignants et de la réussite des élèves. Il s'agit aussi de prévention, car créer plus de moyens de remplacement pour répondre à la difficulté des collègues n'est pas la philosophie de la FSU. D'autre part, dans les communes où la concurrence avec le privé est vive, la fermeture d'un poste est un signe négatif que nous ne pouvons pas accepter.

La FSU 88 demande aussi de reconstituer les RASED et les brigades de BFC, pour notamment reconstruire la formation continue des enseignants actuellement en friche. Elle demande également de déployer de manière significative le « plus de maîtres que de classes » ainsi que la scolarisation des moins de 3 ans. Il s'agit de mesures déterminantes pour la réussite des élèves.

Dans le second degré, la Ministre de l'Education Nationale s'est entêtée dans la mise en place d'une réforme du collège décrite par une majorité des personnels sur le terrain et dont on commence déjà à mesurer les conséquences sur les conditions de travail dans nos classes : une mise en place complexe, une injonction de travail en îlot chronophage, une inégale application de la réforme selon les établissements, une usine à gaz des nouveaux bulletins...Mais que dire d'une réforme réalisée aux forceps sans même que Madame la Ministre daigne recevoir le syndicat majoritaire du second degré. Faire la réforme avec une minorité suiviste est une belle leçon du dialogue social tant vanté dans les médias.

La rentrée 2017 ne s'annonce pas sous de meilleurs auspices que la précédente. Si on ne peut que constater la baisse des effectifs, dans un contexte social difficile avec un taux de chômage élevé dans notre département et une progression de la paupérisation, il aurait été courageux d'améliorer les conditions de travail et d'apprentissage de nos élèves en ne fonctionnant pas sur des moyennes d'élèves par classe ou de H/E mais sur la volonté d'assurer dans un système juste et équitable la réussite de chacun. 16 divisions en moins dans les collèges vosgiens avec des DHG en baisse également dans 16 collèges et 15 postes supprimés, cela doit porter à réfléchir sur la société que l'on souhaite pour nos enfants. La FSU réclame une prise en compte des caractéristiques sociales de notre département

pour ne pas rester sur ce constat d'échec. Dans une société en proie à de grandes inégalités, au lieu de les résorber, l'Education nationale les amplifie. La fin des bilangues qui ne sont pas de continuité, quand elles sont conservées à Paris et dans le privé, sont un des marqueurs de cette société à plusieurs vitesses. L'inquiétude grandit chez les enseignants du second degré, et notamment chez les enseignants d'allemand dont on ne voit pas de politique volontariste pour l'apprentissage de cette langue. Qu'en est-il du recensement des compétences dans le premier degré ? Quelles politiques complémentaires M. le DASEN souhaite-t-il mettre en œuvre pour les langues anciennes et l'allemand ?

Après une année de mobilisation contre la fermeture des collèges, force est de constater que la détermination à pousser nos élèves sur les routes a été la plus forte... Pour la FSU, fermer un établissement scolaire n'est pas un simple acte administratif. Il révèle le désengagement de l'Etat envers les espaces ruraux que l'on ne cherche plus à revitaliser mais au contraire à accompagner lentement vers la désaffectation. On comprend le désespoir qui anime les Français qui vivent dans ces territoires, se sentant oubliés des politiques publiques et trouvant malheureusement leur unique espoir dans le vote extrême.

Comment comprendre la baisse significative de la DHG du collège de Cornimont – La Bresse (- 98 h et 4 divisions supprimées) ? Doit-on comprendre, comme nous avons déjà alerté lors des précédents CTSD, qu'une part non négligeable de parents ont préféré précéder la fermeture en inscrivant leurs enfants dans l'établissement privé de La Bresse ? Quid d'une éducation publique laïque et égalitaire pour tous dans ce territoire ? Ou alors en a-t-on profité pour augmenter les effectifs par classes afin de gagner des heures, comme c'est sans doute également le cas à Monthureux ?

Pour finir, la FSU88 alerte sur le fonctionnement des instances paritaires qui est le lieu du dialogue social. Pour qu'il y ait dialogue, il est indispensable qu'aux questions posées soient apportées de réelles réponses ! Actuellement, ce n'est pas le sentiment que nous avons et ceci interroge les militants qui siègent. Le risque est que le manque d'attention apporté aux remontées du terrain, dont nous sommes porteurs, vienne provoquer une colère légitime que vous ne pourrez peut-être pas endiguer !